

# Vos élus CGT au CE du TCR et du CTA communiquent



email : <a href="mailto:torcgtrenault@wanadoo.fr">torcgtrenault@wanadoo.fr</a>	TCR	tél : 01.76.85.12.52
<a href="http://www.infos-cgt-technocentre.com">www.infos-cgt-technocentre.com</a>	CTA	tél : 02.32.77.63.21

**Pour construire une riposte d'ampleur,  
Grève et manifestation  
le 19 octobre !**

Tract n°14 – Mardi 17 octobre 2017

Les masques sont complètement tombés : Macron est bien le Président des riches et des patrons.

Sa première mesure phare, ce sont les ordonnances pour casser le Code du travail. Les effets attendus ? Une plus grande facilité pour licencier, pour baisser les salaires, pour dégrader les conditions de travail, pour empêcher les salariés de se défendre, bref pour créer du travail bon marché et jetable.

Macron ne compte pas s'arrêter en chemin : il veut aussi augmenter la CSG, ce qui aura pour effet notable de baisser le pouvoir d'achat des retraités. Il s'attaque également à notre droit à la retraite : il veut imposer une retraite « par points » dès 2018. Le principe ? On saura combien on cotise, on ne saura pas combien on touchera ! Il veut aussi s'en prendre à l'assurance chômage et à la formation professionnelle : pour lui, le chômeur est seul responsable de sa situation et il n'a qu'à chercher du travail au lieu de « mettre le bordel » (comme doit le penser Macron, voir encadré au verso). Dans le même temps, il veut diminuer encore les obligations patronales en matière de formation.

Il s'en prend aussi aux fonctionnaires, désignés comme les boucs-émissaires des déficits publics. Pourtant, ils subissent depuis plus de 15 ans une baisse constante de leur pouvoir d'achat. Macron veut réduire leur nombre de 120.000. Mais lesquels ? Et qui fera leur travail ? Va-t-on encore fermer des hôpitaux ? Va-t-on refuser plus de bacheliers à l'Université ?

La baisse des aides au logement ? Les étudiants les plus pauvres seront frappés de plein fouet (60% du total de ces allocations sont versés à des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté).

Toutes ces mesures « doivent être prises », bien sûr, parce qu'il faut « baisser les déficits pour notre bien à tous ».

Or, dans le même temps, Macron ne prend aucune mesure contre l'évasion fiscale. Au contraire, il annonce une baisse de l'impôt sur la fortune et sur les valeurs mobilières. Des économistes reconnus calculent que ces « réformes »... vont surtout bénéficier aux 1% les plus riches !

Il veut consolider, en le transformant, le CICE qui a déjà coûté beaucoup d'argent et qui va en coûter encore plus, pour « créer des emplois », alors que le patron du MEDEF lui-même est incapable de dire combien d'emplois ce dispositif a déjà créés.

Allons-nous laisser un libéralisme autoritaire s'installer au bénéfice des plus riches et au détriment des plus pauvres ? Est-ce vraiment le choix exprimé par les français ?

Ensemble, nous devons stopper cette formidable régression que Macron veut imposer. Salariés du privé, fonctionnaires, retraités, étudiants ou chômeurs : nous qui ne vivons ni de nos rentes ni de nos dividendes, nous devons nous battre ensemble. C'est le seul moyen d'arrêter le rouleau compresseur qui s'apprête à écraser nos droits, au profit des plus riches. Fin novembre, le parlement devra ratifier les ordonnances sur le droit du travail. Nous devons exiger des parlementaires qu'ils refusent cette ratification.

Malgré son élection récente, Macron a dégringolé dans les sondages lorsque la réalité de sa politique s'est imposée aux yeux de tous. Le front des opposants à sa politique s'élargit de jour en jour. Les manifestations organisées depuis la rentrée contre sa politique ont rencontré un large succès.

## Face aux ouvriers licenciés, Macron dégage son mépris de classe.

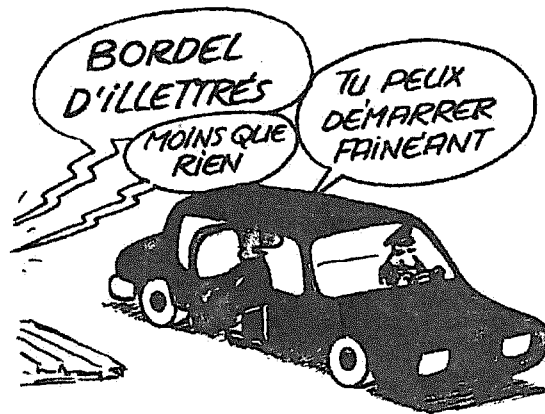
En visite dans une école d'apprentis de Corrèze, le président Macron a visiblement été indisposé que des ouvriers de l'usine de GM&S, soumis à un plan de licenciements drastique (150 licenciements sur les 277 salariés), osent troubler sa visite. En plus de les faire accueillir par des cordons de CRS et des gaz lacrymogènes, il s'est fendu d'une déclaration pleine de mépris devant une caméra de télévision : « Certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas. ». Le « là-bas » correspondant à une fonderie voisine du centre d'apprentissage.

Mais le président n'avait probablement pas révisé sa géographie avant de venir car cette fonderie est située à 180 kilomètres (aller) de l'usine GM&S de la Souterraine, soit 4 heures de route aller-retour.

Heureusement, le ministre de l'Intérieur (mais visiblement pas de l'intérieur du pays), Gérard Collomb, est venu au secours de Macron. Il a déclaré qu'il n'avait personnellement aucun problème pour faire régulièrement le trajet entre Lyon et Paris pour son travail... en TGV. Entre la Souterraine et Ussel, il faudrait quand même lui dire qu'il faut environ 3h30 en TER. Et qu'il n'y a qu'aux ministres et aux grands patrons qu'on rembourse le TGV pour un usage quotidien. Décidemment, c'est à celui qui sortira la tirade la plus déconnectée de la réalité.

La sortie (de route) présidentielle nous rappelle en tout cas furieusement la citation de Jacques Prévert :  
« Quand les éboueurs font grève, les ordures sont indignés ».

## UN NOUVEAU STYLE À L'ÉLYSÉE



La CGT appelle l'ensemble des salariés :

à la Grève et à la Manifestation

Départ de Montparnasse

le Jeudi 19 octobre à 14h00

Le départ se fera de la gare routière du Technocentre à 12h30.

Pour vous inscrire : <https://doodle.com/poll/bw89znpbivvvaqye>